

# Table des matières

<b>L'opposabilité des conventions en droit civil</b>	7
David RAES	
<b>Introduction</b>	7
<b>Section 1. La cause illicite et la contrariété des conventions à l'ordre public</b>	8
§ 1. La liberté contractuelle et ses limites	9
§ 2. La violation de l'ordre public par l'objet ou la cause	10
<b>Section 2. L'opposabilité des conventions aux tiers – Principes et exceptions</b>	16
§ 1. Principes	16
§ 2. Les tiers au contrat	18
§ 3. Les exceptions au principe de l'opposabilité aux tiers des effets externes des conventions	22
A. Introduction	22
B. La simulation	24
C. L'action paulienne	25
D. Fraus omnia corrumpit	25
E. Les dispositions anti-abus en droit fiscal	26
F. Les arrêts de la Cour de cassation des 5 mars 1999 et 16 octobre 2009	29
G. Les effets de la faillite	31
<b>Section 3. Les arrêts de la Cour de cassation des 4 février et 25 avril 2013</b>	33
§ 1. Principes	33
§ 2. L'arrêt du 4 février 2013	34
§ 3. L'arrêt du 25 avril 2013	35
§ 4. Examen critique	37
A. Observations liminaires	37
B. Les décisions de la Cour de cassation sont justifiées au regard des principes applicables	39
C. Le droit des obligations aurait-il pu venir au secours des preneurs d'assurance, de la sœur ou de l'ex-épouse ?	42
D. Les solutions pour l'avenir	48
<b>Conclusion</b>	49

<b>L'apparence en droit civil et ses effets</b>	51
Renaud THÜNGEN	
<b>Introduction</b>	51
<b>Section 1. De l'apparence à la théorie de l'apparence</b>	53
§ 1. L'apparence en droit public : aperçu	53
§ 2. L'apparence en droit privé et la théorie de l'apparence	55
A. Fondements de la théorie de l'apparence	55
B. Conditions d'application de la théorie de l'apparence	60
C. La théorie de l'apparence et le Code civil	67
D. Applications jurisprudentielles de la théorie de l'apparence	69
E. Une théorie en expansion ?	71
§ 3. L'apparence et la rétroactivité	75
<b>Section 2. Les effets de l'apparence</b>	78
§ 1. La situation de la victime de l'apparence	78
§ 2. La situation des tiers	83
<b>Conclusion</b>	87
<b>Aspects de l'abus de droit en droit civil</b>	89
Paul Alain FORIERS	
<b>Section 1. Notion et champ d'application de l'abus de droit</b>	89
§ 1. L'abus de droit : une première approche	89
A. Une définition générale	89
B. Les droits concernés	91
§ 2. Critères de l'abus de droit et exemples d'applications	93
A. Les critères	93
B. Exemples d'applications	96
<b>Section 2. La sanction de l'abus de droit</b>	103
§ 1. La réduction de l'usage du droit à son usage normal	103
A. La réduction	103
B. Réduction ou déchéance – Observations complémentaires	104
§ 2. La réparation du dommage causé	105
<b>Section 3. Abus de droit et notions voisines</b>	106
§ 1. Abus de droit et fraude aux droits des tiers	106
§ 2. Abus de droit et fraude à la loi	106

<b>L'abus fiscal en matière d'impôts sur les revenus</b>	113
Thierry AFSCHRIFT	
<b>Section 1. Le contexte de la mesure</b>	113
§ 1. Choix licite de la voie la moins imposée	113
A. Principe	113
B. Simulation	114
C. Absence de principe de réalité économique	114
§ 2. Inefficacité de la première mesure générale anti-abus (1993 à 2012)	115
<b>Section 2. Les éléments matériels constitutifs de l'abus fiscal</b>	116
§ 1. Premier cas d'abus fiscal – Élément objectif	117
A. Acte juridique ou ensemble d'actes juridiques formant une opération	117
B. Le contribuable doit se placer hors du champ d'application d'une disposition légale	118
C. Violation des objectifs d'une disposition	118
§ 2. Second cas d'abus fiscal – Élément objectif	118
A. Acte juridique ou ensemble d'actes juridiques formant une opération	119
B. Obtention d'un avantage fiscal prévu par le C.I.R. 1992 ou un arrêté d'exécution	119
C. L'avantage recherché doit être contraire aux objectifs de la disposition	120
§ 3. «Les objectifs d'une disposition» et la notion du «champ d'application voulu»	120
<b>Section 3. L'élément intentionnel de l'abus fiscal</b>	123
<b>Section 4. La preuve de l'abus fiscal</b>	124
<b>Section 5. L'objet de la taxation en cas d'abus fiscal</b>	127
<b>Section 6. L'abus fiscal, une notion propre au droit fiscal</b>	129
§ 1. L'abus fiscal n'est pas un abus de droit	130
§ 2. L'abus fiscal n'est pas exactement une fraude à la loi	131
<b>Conclusion</b>	133
<b>Anti-abus et planification successorale à l'heure du premier bilan</b>	135
Virginie DEHALLEUX	
<b>Propos introductif</b>	135
<b>Section 1. Rappel synthétique du cadre législatif</b>	135

<b>Section 2. Les lectures successives de l'administration fiscale</b>	140
<b>Section 3. La question de la compétence du S.D.A.</b>	147
<b>Section 4. Les applications récentes</b>	150
§ 1. Observations préalables indispensables	150
§ 2. Donation à terme (suspensif) de décès <i>versus</i> article 2.7.1.0.3. du C.F.F.	152
§ 3. Clause de la mortuaire <i>versus</i> article 5 du Code des droits de succession	154
§ 4. Clause de partage inégal du patrimoine commun « avec charge » <i>versus</i> article 5 du Code des droits de succession	159
§ 5. Apport dans le patrimoine commun suivi d'une donation par les époux <i>versus</i> article 131 du Code des droits d'enregistrement	162
§ 6. Acquisition scindée « usufruit/nue-propriété » avec donation préalable <i>versus</i> article 9 du Code des droits de succession	164
§ 7. Sortie d'indivision d'un immeuble détenu par un gérant et sa société <i>versus</i> articles 129 et 130 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe	168
§ 8. Dispositions testamentaires et (par analogie) transfert de biens à une fondation	170
<b>Conclusion</b>	171
<b>La simulation en droit civil</b>	173
Pierre VAN OMMESLAGHE	
<b>Section 1. Introduction : le concept de simulation</b>	173
<b>Section 2. La définition de la simulation – Son champ d'application</b>	176
A. Les deux conventions	176
B. Élément intentionnel	178
C. Conséquences de cette définition	178
<b>Section 3. Les degrés dans la simulation</b>	183
<b>Section 4. Caractère licite de la simulation</b>	186
<b>Section 5. Les effets de la simulation</b>	191
A. Distinction entre les parties et les tiers	191
B. Effets de la simulation entre les parties	194
C. Effets de la simulation envers les tiers	201
<b>Section 6. L'action en déclaration de simulation</b>	207

<b>La simulation en matière d'impôts sur les revenus</b>	211
Thierry AFSCHRIFT	
<b>Introduction</b>	211
<b>Section 1. La simulation en droit civil</b>	211
§ 1. La notion juridique de simulation	211
§ 2. La simulation de la cause	213
§ 3. La simulation s'apprécie lors de la formation des contrats	214
§ 4. Effets de la simulation	216
<b>Section 2. Applications en droit fiscal</b>	217
§ 1. Principes	217
A. Rappel du principe du libre choix de la voie la moins imposée	217
B. L'acceptation des conséquences juridiques des actes et des conventions conclus	219
§ 2. Différents cas de simulation	220
§ 3. Applications récentes	225
A. Considérations générales	225
B. La location de fonds de commerce ou de clientèle	225
C. Les contrats de <i>management</i>	227
D. Liquidation d'une société	228
E. En matière d'assurance	230
F. Sous-location	230
G. En matière d'usufruit	231
H. Prix d'achat d'actions et intention de donation	231
<b>Conclusion</b>	232
<b>La simulation en droits d'enregistrement</b>	233
André CULOT	
<b>Introduction</b>	233
<b>Section 1. La requalification</b>	234
§ 1. La requalification visée à l'article 18, § 2, du Code des droit d'enregistrement et à l'article 3.17.0.0.2 du V.C.F.	234
§ 2. Conséquences fiscales d'une requalification	235
§ 3. Prescription	235
§ 4. Exemples de requalification	236
§ 5. Exemples de requalification en cas d'apport en société	239
<b>Section 3. La simulation (articles 204 du Code des droits d'enregistrement et 3.18.0.0.14 du V.C.F.)</b>	239
§ 1. La simulation en droit civil – Perception du fiscaliste	239
A. Les différents types de simulation	240
B. La validité de la simulation	240

§ 2. La simulation en droit d'enregistrement	240
§ 3. Conséquences fiscales d'une simulation	241
§ 4. Prescription	242
§ 5. Exemples de simulation en matière de conventions translatives à titre onéreux	242
§ 6. Exemples de simulation en matière d'apports en société	247
<b>Conclusion</b>	251
<b>Apparences, abus, simulations et fraudes à la loi : la position de l'administration</b>	253
Véronique TAI	
<b>Section 1. Les sources du droit fiscal de l'agent taxateur</b>	254
<b>Section 2. Matière imposable : entre réalité et fiction</b>	256
§ 1. Quant à la première conséquence	256
§ 2. Quant à deuxième conséquence	257
<b>Section 3. Simulation</b>	258
§ 1. Cassation, 12 mars 2015 : cession d'actions simulant une cession d'immeuble	259
§ 2. Cassation, 19 janvier 2012 : acte simulé car illicite : simulation sur la cause	260
<b>Section 4. Les fictions légales</b>	262
§ 1. Les fictions légales spécifiques	262
A. Quant à la matière imposable	262
B. Quant à la base imposable	263
C. Quant à la nature des revenus	263
D. Quant à l'existence de certaines opérations : inopposabilité des actes	263
§ 2. Les fictions légales générales	264
A. Textes de loi	264
B. Répartition des compétences et les mesures anti-abus générales	265
C. Les circulaires administratives	268
D. Décisions anticipées	277
E. Pratique des services de contrôle et de l'I.S.I.	280
<b>Section 5. Réalité et illicéité</b>	280
§ 1. Rappel du principe	280
§ 2. L'arrêt de la Cour de cassation du 5 mars 1999	280
§ 3. Application par l'administration fiscale	281
<b>Conclusion</b>	282
Nouvelle réalité sociologique	282
Difficulté de démontrer ses allégations et d'assumer le fardeau de la preuve	283
Une réalité, plusieurs vérités	283

<b>La fraude en droit patrimonial international : le cas des successions internationales</b>	285
Patrick WAUTELET	
<b>Introduction</b>	285
<b>Section 1. La fraude en droit international privé : quelques principes généraux</b>	287
§ 1. Le périmètre de la fraude à la loi : les dispositions civiles et commerciales	288
§ 2. Fraude et simulation – Les « faux amis »	292
§ 3. L'objet de la fraude	293
§ 4. L'intention frauduleuse	305
§ 5. La fraude à la loi et l'autonomie de la volonté	311
§ 6. La sanction de la fraude	313
§ 7. Le déploiement du contrôle de la fraude à la loi au sein de l'espace européen	315
<b>Section 2. La fraude et l'abus de droit en matière patrimoniale</b>	319
§ 1. Le déplacement stratégique de la résidence habituelle	319
§ 2. Le choix de loi en matière successorale	328
<b>Conclusion</b>	332
 <b>Abus fiscal et abus des traités</b>	 335
Jacques MALHERBE	
<b>Section 1. Le problème actuel</b>	335
<b>Section 2. Le projet BEPS</b>	338
<b>Section 3. Abus visant à éviter les limitations prévues par le traité lui-même</b>	339
§ 1. <i>Treaty shopping</i>	339
A. Disposition sur les limitations des avantages du traité	339
B. Règles visant les arrangements dont le but principal est d'obtenir les avantages des traités	340
§ 2. Autres situations dans lesquelles un contribuable tente d'éviter les limitations prévues par un traité	340
<b>Section 4. Hypothèses où un contribuable abuse de dispositions de droit interne pour bénéficier des avantages d'un traité</b>	342
 <b>Rapport de synthèse</b>	 345
Laurent BARNICH	
 ANTHEMIS	 357